



Sommet de l'UE (décembre 2014) : nouvelle offensive anti-populaire !

Déclaration du secrétariat de Initiative des Partis Communistes et ouvriers européens

Le Sommet de l'UE des 18 et 19 du Décembre 2014 et ses décisions constituent une escalade dans l'offensive de l'UE, des gouvernements et des monopoles contre la classe ouvrière et les couches populaires pauvres dans tous les Etats membres de l'Union Européenne (UE).

- 1 La faiblesse de la reprise capitaliste, tout comme la possibilité du déclenchement d'une nouvelle crise dans la zone euro et l'UE accroissent les difficultés de la gestion bourgeoise du système et aiguissent à leur pleine mesure les contradictions à l'intérieur de l'UE, comme avec les autres centres impérialistes et les pays capitalistes puissants sur le plan international.
- 2 Leur concurrence n'a rien à voir avec les intérêts des peuples. Elle exprime la confrontation acharnée entre les bourgeoisies des Etats membres de l'UE et entre des secteurs entre elles.
- 3 **L'Initiative des Partis Communistes et Ouvriers Européen (Initiative PCOE)** exprime sa préoccupation particulière face à l'agressivité impérialiste croissante de l'UE sur ses frontières orientales, se focalisant sur l'Ukraine aussi bien que sur d'autres pays inclus dans le « Partenariat oriental » - la Moldavie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan -, dans une confrontation avec la Russie capitaliste. Avec plus de 20 missions militaires de l'UE dans le monde entier, dans le Sud-Est Méditerranéen, au Moyen-Orient et en Afrique, l'aiguïsement des contradictions avec les autres puissances impérialistes se focalisant sur les ressources énergétiques et leurs voies d'acheminement, augmentent les dangers d'une guerre impérialiste généralisée, menaçant les peuples d'extermination. L'OTAN et la poursuite du développement de la coopération stratégique avec lui continue d'être un pilier de la politique militaire agressive de l'UE. L'UE élargie ses capacités militaires par de nouveaux mécanismes et organismes, utilisant tous les prétextes possibles, et cherche à devenir, comme le confirment ses déclarations, un «acteur mondial».
- 4 Que ce soit au travers de la poursuite de la prétendue politique d'ajustement budgétaire ou au moyen d'une version moins restrictive de celle-ci, leur dénominateur commun c'est :
 - La poursuite des sacrifices pour les travailleurs, la réduction du prix de la force de travail sur le prétendu autel de la « compétitivité », les réduisant aux chômage ou à la précarité.
 - La mise en œuvre des réformes contre les peuples, démolissant les droits qui leurs restent : le travail, la sécurité sociale, l'éducation, la santé et le bien-être.
 - La fidélité au respect des engagements anti-populaires qui ont été décidés par l'Union Européenne et appliqués par tous les gouvernements des Etats membres de l'UE, tant en matière de politique budgétaire que de «libéralisation» des marchés (en particulier dans le domaine de l'énergie, des télécommunications, des technologies numériques, des transports) ou de la privatisations dans des secteurs d'importance stratégique.
 - L'intensification des mesures anti-populaires pour imposer le fardeau du



Union des Révolutionnaires Communistes de France



remboursement de la dette des Etats sur l'épaule du peuple, qui n'en porte aucune responsabilité et n'a bénéficié en rien de son inflation.

- Le renforcement de la répression, les mesures qui restreignent le droit de grève, la persécution contre les syndicalistes et autres militants, la mort par noyade de masse des immigrés et des réfugiés, leur confinement dans des camps de concentration .
- 5 Le renforcement de la soi-disant « gouvernance économique européenne » inclue le « semestre européen », les « recommandations pour chaque pays », la surveillance des budgets des Etats-membres, le renforcement des procédures de suivies, de contrôle et de sanctions concernant les résultats des Etats membres par rapport aux objectifs du pacte de stabilité et de la stratégie antipopulaire Union Européenne 2020. Est en train de se former un mécanisme de « mémorandums permanents » et de surveillance de tous les Etats membres pour que soit mise en œuvre sans restriction les restructurations capitalistes qui sont nécessaires à la préservation de la rentabilité des groupes d'affaires monopolistes et pour renforcer leur position dans la compétition monopoliste mondiale.
 - 6 Le soi-disant « budget » d'investissement de 300 milliards d'euros, qui a été présenté par la Commission européenne, est destiné à fournir des capitaux supplémentaires aux groupes financiers pour leur permettre de réaliser des investissements avec les subventions de l'Etat afin de renforcer leur rentabilité. Le peuple va continuer à se saigner pour financer les monopoles, avec un pillage encore plus grand de leurs revenus et de nouveaux sacrifices.
 - 7 Les conséquences sont également dramatiques pour les petits et moyens agriculteurs qui paient un lourd tribut aux politiques de l'Union Européennes. La nouvelle PAC pour la période 2014-2020 est le coup de grâce qui va chasser les petits agriculteurs de leur terre, car elle va renforcer la concentration de la production agricole dans les mains de quelques-uns et la libéralisation totale des marchés.

La recherche de la croissance capitaliste par les partis qui soutiennent l'UE et la rentabilité du capital, indépendamment des différentes variantes de gestion gouvernementale, va se traduire par encore plus de tourments et de misère pour les peuples. L'UE ne peut pas être réformée, elle ne peut pas devenir favorable au peuple. Les travailleurs doivent imprimer leur marque sur l'évolution de la situation. C'est la seule voie pour en sortir et leur espoir.

L'Initiative des communistes européens exprime sa solidarité et salue les grèves de masse et les autres formes de mobilisations de la classe ouvrière et des forces populaires qui lieu dans plusieurs pays européens, comme la Belgique, la Grèce, l'Italie, etc.

Les Partis qui participent à l'Initiative consacrent toutes leurs forces afin de développer la lutte de classe et les autres pour l'émancipation des peuples, pour briser le carcan de l'Union européenne et des monopoles, afin que les peuples puissent prendre le pouvoir et profiter des richesses qu'ils produisent eux-mêmes.